Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Pro TEB, veuillez visiter :
bacproteb.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

TECHNICIEN D'ÉTUDES DU BÂTIMENT, OPTION A : ÉTUDES ET ÉCONOMIE

SESSION 2026

ÉPREUVE E2 : PRÉPARATION D'UNE INTERVENTION, UNITÉ U2

Coefficient : 4 Durée : 4 heures

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Composition de l'épreuve	Support
PARTIE 1 : Analyse juridique d'une relation contractuelle (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 3 : Analyse économique et financière d'une offre (6 points)	Dossier Questionnement
DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES (DT 1, DT 2, DT 3)	Fourni avec le sujet
DOCUMENTS RÉPONSES (DR 1, DR 2, DR 3) : À RENDRE AVEC LA COPIE	Fin de sujet

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

LES DOCUMENTS RÉPONSES SITUÉS EN FIN DE DOSSIER SONT À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE.

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CAHIER DES CHARGES : SAS ÉTUDES & BÂTIMENT ATLANTIQUE, BUREAU D'ÉTUDES DU BÂTIMENT SITUÉ À NANTES (LOIRE-ATLANTIQUE)

La SAS Études & Bâtiment Atlantique est un bureau d'études spécialisé dans les métrés, l'économie de la construction et la préparation d'interventions de rénovation. Elle emploie 18 salariés et intervient principalement auprès de maîtres d'ouvrage publics et privés dans l'ouest de la France. Son positionnement repose sur la réactivité des études, la maîtrise des coûts et la prise en compte de la rénovation énergétique.

L'entreprise prépare une offre pour la rénovation énergétique d'un bâtiment tertiaire. Le dossier porte sur l'analyse d'une relation contractuelle mobilisée pour renforcer temporairement l'équipe d'études, le diagnostic de l'environnement de l'entreprise et l'analyse économique d'une offre. Vous disposez des documents techniques DT 1 à DT 3. Les montants sont exprimés hors taxes et les données du dossier sont celles à utiliser pour répondre.

Répondez de manière structurée. Pour la situation juridique, distinguez la qualification des faits, le problème de droit, la règle applicable et la solution motivée. Présentez les calculs avec leur formule, leurs unités et un arrondi au centime lorsque nécessaire.

PARTIE 1 : Analyse juridique d'une relation contractuelle (7 points)

Qualification juridique des faits et application du syllogisme juridique

Pour répondre à une hausse temporaire d'activité, la SAS Études & Bâtiment Atlantique a conclu avec Camille Morel, immatriculée comme entrepreneuse individuelle, un contrat de prestation de services de six mois. Le contrat prévoit la réalisation de métrés et de quantitatifs. Il indique que la prestataire est indépendante et rémunérée sur présentation d'une facture mensuelle de 2 400 euros.

Dans les faits, Camille Morel travaille dans les locaux de l'entreprise, sur un poste informatique et avec les logiciels mis à disposition par celle-ci. Le responsable du bureau lui attribue chaque jour les dossiers à traiter, fixe ses horaires de présence de 9 h à 17 h et vérifie ses productions avant leur transmission. Elle doit demander son accord pour toute absence. À la suite d'un retard, le responsable lui a adressé un avertissement écrit et a déduit 300 euros de la facture du mois concerné. Camille Morel conteste cette déduction et demande que la nature réelle de sa relation avec l'entreprise soit examinée.

Les documents DT 1 et DT 2 fournissent les règles et la décision de justice utiles. Le document réponse DR 1 est à compléter.

1.1 (2 points) Qualifiez juridiquement les faits utiles et formulez le problème de droit soumis. Distinguez les stipulations écrites du contrat des conditions concrètes d'exécution de la prestation.

1.2 (2 points) À partir du DT 1 et du DT 2, énoncez la règle de droit applicable à la détermination de l'existence d'un contrat de travail. Précisez la portée de la présomption attachée à l'immatriculation de Camille Morel.

1.3 (3 points) Résolvez la situation par un syllogisme juridique complet : qualification juridique des faits, problème de droit, règle de droit applicable et solution motivée de l'espèce. Concluez sur la possibilité d'une requalification et sur la contestation de la déduction de 300 euros, au regard des seuls éléments du dossier.

PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)

Diagnostic stratégique interne et externe, analyse des choix et préconisations

La direction souhaite consolider l'activité de rénovation énergétique et répondre davantage aux marchés de bâtiments tertiaires. Elle envisage de développer les partenariats avec des architectes et des entreprises de travaux, tout en investissant dans des outils de maquette numérique. Les éléments de contexte et les données de l'entreprise figurent dans le DT 3.

2.1 (2 points) Réalisez un diagnostic externe en mobilisant au moins trois dimensions du modèle PESTEL. Pour chacune, relevez un élément du dossier et expliquez son incidence possible sur l'activité de l'entreprise.

2.2 (2 points) Établissez un diagnostic SWOT comportant au moins deux forces, deux faiblesses, deux opportunités et deux menaces. Appuyez chaque élément sur une information du dossier. Vous pouvez compléter le tableau du DR 2.

2.3 (3 points) Analysez la cohérence des choix envisagés par la direction avec le diagnostic établi. Proposez deux actions concrètes et hiérarchisées pour améliorer la position de l'entreprise, en précisant pour chacune un bénéfice attendu et un point de vigilance.

PARTIE 3 : Analyse économique et financière d'une offre (6 points)

Calcul de marge, analyse de rentabilité et décision commerciale

Pour le lot de rénovation énergétique étudié, le coût variable prévisionnel de l'intervention est estimé à 42 000 euros HT. L'offre envisagée est de 56 700 euros HT. Les données annuelles de l'entreprise et les éléments de contexte commercial figurent dans le DT 3. Les frais fixes annuels sont considérés comme constants sur la période étudiée. Pour le calcul du seuil de rentabilité, on retient les données annuelles du tableau et une activité homogène.

Données annuelles de l'entreprise et données prévisionnelles du lot

Indicateur	Valeur	Unité ou précision
Chiffre d'affaires annuel	1 260 000	euros HT
Charges variables annuelles	882 000	euros
Charges fixes annuelles	315 000	euros
Coût variable prévisionnel du lot	42 000	euros HT
Prix de vente envisagé du lot	56 700	euros HT

Source : données de gestion communiquées dans le DT 3.

3.1 (2 points) Calculez la marge sur coût variable prévisionnelle du lot et le taux de marge sur prix de vente correspondant. Présentez les calculs et interprétez brièvement le résultat.

3.2 (2 points) À partir des données annuelles, calculez le taux de marge sur coût variable, puis le seuil de rentabilité annuel en chiffre d'affaires. Indiquez les formules utilisées et précisez la signification du résultat obtenu.

3.3 (2 points) La direction envisage de réduire le prix de vente du lot de 5 % pour renforcer ses chances d'obtenir le marché, sans modification du coût variable prévisionnel. Calculez le nouveau prix et la nouvelle marge sur coût variable. Indiquez si cette décision améliore ou dégrade la contribution du lot aux charges fixes, puis formulez une recommandation commerciale argumentée à partir des données disponibles.

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : EXTRAITS DE TEXTES APPLICABLES AUX CONTRATS ET À LA RELATION DE TRAVAIL

Code civil, article 1103 : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »

Code civil, article 1104 : « Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. Cette disposition est d'ordre public. »

Code civil, article 1217, extrait : « La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut [...] poursuivre l'exécution forcée en nature de l'obligation ; [...] obtenir une réduction du prix ; [...] provoquer la résolution du contrat ; [...] demander réparation des conséquences de l'inexécution. » Les sanctions doivent être mobilisées dans les conditions prévues par le droit applicable.

Code du travail, article L. 8221-6, extrait : les personnes physiques immatriculées notamment au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers sont présumées ne pas être liées au donneur d'ordre par un contrat de travail dans l'exécution de l'activité donnant lieu à cette immatriculation. L'existence d'un contrat de travail peut toutefois être établie lorsque les prestations sont effectuées dans des conditions plaçant ces personnes dans un lien de subordination juridique permanente à l'égard du donneur d'ordre.

Les textes ci-dessus sont fournis pour l'analyse de la situation. Il convient d'apprécier les conditions effectives de travail et non de s'en tenir au seul intitulé du contrat.

DT 2 : COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, 13 NOVEMBRE 1996, POURVOI N° 94-13.187

Extrait de l'arrêt Société Générale :

Visa : article L. 121-1 du Code du travail, devenu l'article L. 1221-1.

Attendu de principe : « Le lien de subordination est caractérisé par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné. »

La Cour précise que le travail au sein d'un service organisé peut constituer un indice du lien de subordination lorsque le donneur d'ordre détermine unilatéralement les conditions d'exécution du travail. La qualification dépend des conditions de fait dans lesquelles l'activité est exercée.

Source : Cour de cassation, chambre sociale, 13 novembre 1996, n° 94-13.187. Extrait reproduit pour l'étude du critère de subordination juridique.

DT 3 : DONNÉES DE L'ENTREPRISE, ENVIRONNEMENT DE MARCHÉ ET PRÉVISION DU LOT

Profil et organisation : la SAS Études & Bâtiment Atlantique compte 18 salariés. Elle réalise des métrés, des estimations et des dossiers de préparation d'interventions pour des opérations de

rénovation et de réhabilitation. Elle bénéficie d'une clientèle diversifiée de maîtres d'ouvrage publics et privés. Une partie des études repose toutefois sur un petit nombre de chargés d'études expérimentés.

Éléments de l'environnement : les dispositifs publics et les objectifs de réduction des consommations énergétiques soutiennent la demande de rénovation. Les appels d'offres publics imposent des exigences documentaires et des délais de réponse importants. Les outils de maquette numérique peuvent faciliter la coordination et limiter les reprises, mais leur acquisition et la formation des salariés représentent un coût. La hausse ou la volatilité des prix de certains matériaux peut conduire les entreprises de travaux à différer leurs décisions. Plusieurs bureaux d'études régionaux proposent des prestations comparables et se concurrencent sur les délais et les prix.

Données financières : les valeurs du tableau annuel sont des données de gestion HT. Les charges variables évoluent proportionnellement au chiffre d'affaires dans le cadre du calcul demandé. Les charges fixes annuelles sont supposées constantes. Pour le lot, le coût variable prévisionnel comprend les ressources directement affectées à l'intervention ; aucun coût supplémentaire n'est à ajouter pour les calculs demandés.

Tableau de bord annuel et données prévisionnelles du lot

Donnée	Montant	Unité ou précision
Chiffre d'affaires annuel	1 260 000	euros HT
Charges variables annuelles	882 000	euros
Charges fixes annuelles	315 000	euros
Coût variable prévisionnel du lot	42 000	euros HT
Prix de vente envisagé du lot	56 700	euros HT
Effectif	18	salariés
Activités principales	Métrés, estimations et préparation d'interventions	Rénovation et réhabilitation

Données communiquées par la direction de l'entreprise.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Document réponse à rendre avec la copie : Analyse juridique de la situation

À RENDRE AVEC LA COPIE

Compléter le tableau en vous appuyant sur les faits de la situation et sur les DT 1 et DT 2. Les éléments portés dans ce document doivent être rédigés et justifiés.

Grille du syllogisme juridique

Étape du raisonnement	Réponse
Qualification juridique des faits	.....
Problème de droit	.....
Règle de droit applicable	.....
Application aux faits et solution motivée	.....

À compléter par le candidat.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 2 : Document réponse à rendre avec la copie : Diagnostic stratégique

À RENDRE AVEC LA COPIE

Compléter le tableau avec des éléments précis du DT 3. Distinguer les facteurs internes des facteurs externes.

Matrice SWOT

Diagnostic interne	Éléments relevés
Forces	.....
Faiblesses	.....
Diagnostic externe	Éléments relevés
Opportunités	.....
Menaces	.....

À compléter par le candidat.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 3 : Document réponse à rendre avec la copie : Calculs de gestion **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Indiquer les formules, les applications numériques et les résultats avec les unités. Arrondir au centime si nécessaire.

Tableau de calcul des indicateurs économiques

Indicateur	Formule et calcul	Résultat
Marge sur coût variable du lot	.....	.....
Taux de marge sur prix de vente du lot	.....	.....
Taux de marge sur coût variable annuel	.....	.....
Seuil de rentabilité annuel	.....	.....
Prix du lot après réduction de 5 %	.....	.....
Marge sur coût variable après réduction	.....	.....

À compléter par le candidat.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.